

PAKISTAN: LE DOUBLE JEU DE MOUCHARRAF

Christophe Jaffrelot

Directeur du CERI

Allié des Etats-Unis, Islamabad lutte mollement contre les groupes islamistes armés, auxiliaires de sa guerre larvée contre l'Inde. Washington pourrait hausser le ton.

Au lendemain du 11 septembre, le Pakistan a feint d'accomplir un virage politique à 90 degrés. Sous la pression américaine, il a lâché ses alliés talibans et servi de base avancée aux troupes de la coalition en lutte contre Al-Qaida. Mais Islamabad n'est pas allé au bout d'une logique qui aurait dû se traduire par la mise au pas des groupes pakistanais liés à Oussama Ben Laden ou partageant son idéologie. Certes, le président Moucharraf a interdit plusieurs mouvements islamistes en janvier 2002, mais ils sont aussitôt réapparus sous d'autres noms. Ces faux-semblants s'expliquent par les liens noués de longue date entre l'establishment militaire et les groupes islamistes: l'armée et l'Inter Service Intelligence (le renseignement militaire) ont établi un véritable « joint-venture » avec les jihadistes là où leurs intérêts convergeaient: en Afghanistan (où les islamistes devaient aider l'armée à acquérir une « profondeur stratégique » face à l'Inde) et au Cachemire (où ils servent à « saigner » le grand voisin).

Les termes de cette collaboration pourraient aujourd'hui changer. Les pressions américaines devraient en effet s'accroître, Washington s'inquiétant de plus en plus du double jeu pakistanais. D'autant que la révélation des activités d'Abdul Qadeer Khan, le « père » de la bombe pakistanaise – qui a avoué avoir vendu une partie de son savoir-faire à la Corée du Nord, à l'Iran et à la Libye – pourrait mettre l'administration Bush en difficulté (notamment au Congrès) si cet allié que le président américain ne cesse de féliciter pour sa lutte contre Al-Qaida continuait se comporter comme un « Etat voyou ».

Pervez Moucharraf est en outre devenu la cible privilégiée des groupes islamistes. Certains d'entre eux cherchent depuis plusieurs mois à se débarrasser de lui. Ils ont failli y parvenir en décembre 2003 lorsque le président a échappé de justesse à deux attentats qui sont très

probablement l'oeuvre de la nébuleuse Al-Qaida. Pervez Moucharraf est alors apparu le dos au mur sur le thème: « c'est eux ou moi ».

A ces pressions extérieures s'ajoute le poids des tensions intérieures. Les violences des militants sunnites contre les chiites (attentats à la sortie des mosquées, mitraillage d'écoles...) sont de plus en plus meurtrières. Aux yeux de la hiérarchie militaire, ces débordements mettent en péril l'unité nationale. Par ailleurs, la population semble de plus en plus lasse, non seulement de ce climat de violence, mais aussi du coût que représente la guerre larvée que le Pakistan mène à son voisin indien alors que la reprise économique tarde à se traduire par des améliorations sociales concrètes. Dans ce contexte, Pervez Moucharraf pourrait décider de durcir le ton contre les groupes jihadistes et ouvrir de vraies négociations avec l'Inde. Son entrevue avec le Premier ministre Atal Bihari Vajpayee, en janvier dernier, n'est peut-être que le premier contact d'une série plus prometteuse encore.

UN NUMÉRO D'ÉQUILIBRISTE

Mais nombre d'hypothèques restent à lever. A commencer par le poids du sentiment national pakistanais. La perte de l'Afghanistan, la présence de nombreux Américains – au titre d'opérations militaires ou de renseignement – au Pakistan et le procès fait à Abdul Qadeer Khan, véritable héros populaire, ont exacerbé le nationalisme.

Amener le pays à composer sur le Cachemire n'en sera que plus délicat. Il faudrait en outre pour cela parvenir à reconvertir des milliers de jihadistes. Cela reviendrait aussi à priver l'armée pakistanaise d'une partie de sa raison d'être... et de son énorme budget. Dans ces conditions, il faudrait que les Etats-Unis se montrent encore plus fermes pour amener le président pakistanais à la table des négociations avec la volonté d'aboutir. Or, ils comptent sur lui pour capturer Ben Laden avant les élections américaines... Il faudrait aussi que New Delhi accepte de faire des concessions. Or, la campagne électorale qui commence en Inde ne crée pas à cet égard un contexte très favorable à l'apaisement. Il y a donc fort à parier que certains groupes islamistes armés seront touchés par une répression sélective, mais que le Pakistan poursuivra encore longtemps son exercice d'équilibrisme politique.